

Nouvelles locales des mercredi 24 et jeudi 25 septembre 2014

@rib News, 25/09/2014 ĩ Droit de lâ€™homme - Le prÃ©sident de lâ€™OLUCOME a fait une marche manifestation dans la capitale Bujumbura ce jeudi dans lâ€™aprÃ©s midi pour dÃ©noncer les enrichissements illicites et les dÃ©tournements des deniers publics par certains dignitaires de ce pays. Avec un parapluie Ã la main, il portait des habits tout blancs avec un effigie dâ€™une personne trÃ©s mince en train de nourrir une autre trÃ©s grosse portant cravate et costume et lui posait cette question : Â«Â oÃ¹ as-tu tirÃ© tes richessesÂ ?Â». Il est parti du building appelÃ© "chez Ngoma" sur la route menant vers la cathÃ©drale RÃ©gina Mundi (Avenue Patrice Lumumba) et arrivÃ© devant le bÃ¢timent qui abrite le ministÃ©re de lâ€™intÃ©rieur celui de la justice et celui de la fonction publique, il a Ã©tÃ© interpellÃ© par une foule de policiers sous les applaudissements des personnes qui Ã©taient tout prÃ©s de lui. Il a Ã©tÃ© embarquÃ© jusque chez lui Ã Ngagara oÃ¹ il est mis en rÃ©sidence surveillÃ©e. Avant dâ€™Ãªtre embarquÃ©, il a fait savoir quâ€™il est content dâ€™exercer ses droits constitutionnels. ArrivÃ© fait savoir que mÃªme sâ€™il est content dâ€™avoir exercÃ© ses droits, il est par contre attristÃ© par le fait quâ€™il est en rÃ©sidence surveillÃ©e. [bonesha/rtnb/rtr/rpa/isanganiro]

- Le Forum pour le Renforcement de la SociÃ©tÃ© Civile (FORSC) dÃ©nonce lâ€™attitude du gouvernement du Burundi de toujours utiliser la force pour violer les droits et les libertÃ©s individuels. Le dÃ©lÃ©guÃ© gÃ©nÃ©ral de ce forum estime que la pensÃ©e de la population devrait plutÃ´t lâ€™aider Ã bien parfaire sa politique. Vital Nshimirimana estime que le gouvernement ne comprend pas ce que câ€™est la dÃ©mocratie et trouve quâ€™il devrait laisser les gens sâ€™exprimer librement. Il ajoute que le gouvernement le veuille ou pas, ceux qui ont dÃ©tournÃ©s les biens publics seront identifiÃ©s et poursuivis. Il encourage le prÃ©sident de lâ€™OLUCOME et toute autre personne de ne pas avoir peur de dire ce quâ€™on pense. [bonesha/rtnb/rtr/rpa/isanganiro]

Le ligue des droits de lâ€™homme Iteka se dit inquiÃ©te du fait que le prÃ©sumÃ© auteur des massacres de trois religieuses dans la communautÃ© XavÃ©rienne de la paroisse Kamenge est incarcÃ©rÃ© alors que certains le prennent pour un fou.

Selon le secrÃ©taire exÃ©cutif de cette ligue, Christian Claude Butoyi devrait plutÃ´t subir des examens mÃ©dicaux afin que son Ã©tat de santÃ© soit bien dÃ©terminÃ©. Anschaire Nikoyagize trouve aberrant que la justice incarcÃ©re une personne apparemment sans discernement selon certains, sans avoir le moindre courage de vÃ©rifier son Ã©tat de santÃ©. Il demande ainsi la mise sur pied dâ€™une commission mÃ©dicale pour examiner la santÃ© de cette personne afin de travailler sur de vraies considÃ©rations. [rtr/rpa/isanganiro]

Justice - La police a encerclÃ© le matin de ce jeudi le domicile du directeur communal de lâ€™enseignement (DCE) dans la commune de Mukike de la province de Bujumbura. Lâ€™objectif Ã©tait de lâ€™arrÃªter puisquâ€™il avait Ã©pousÃ© une fille qui Ã©tudie en 9Ã¨me annÃ©e. Mais, la population sâ€™est interposÃ©e le concernÃ© soit embarquÃ© par la police. Le motif que les plus de 300 personnes avanÃ§aient Ã©tait que JÃ©rÃ©mie Ngendakumana nâ€™est pas le seul Ã sâ€™Ãªtre mariÃ© illÃ©galement. De plus, ils ont refusÃ© dâ€™Ã©couter lâ€™administrateur communal arguant que câ€™est bien elle qui a appelÃ© la police. Cette autoritÃ© communale a annoncÃ© que la population ignore catÃ©goriquement le fonctionnement de la justice puisque quiconque est recherchÃ© par la justice doit Ãªtre entendu. InterrogÃ©e Ã ce propos, la fille mariÃ©e illÃ©galement a affirmÃ© quâ€™elle nâ€™a pas Ã©tÃ© Ã©pousÃ©e par son mari sâ€™est entendue avec son mari pour lâ€™Ã©pouser. Elle a joutÃ© quâ€™elle ne pouvait pas supporter de redoubler de cla-

fois prÃ©cisant quâ€™elle a doublÃ© en 8Ã¨me et triplÃ© en 9Ã¨me tout en ajoutant quâ€™elle est Ã©gÃ©e de 25 ans. Les parents de la fille ont Ã©galement affirmÃ© quâ€™ils savaient bien ce projet de mariage entre leur fille et le DCE de Mukike. La population a vidÃ© les lieux aprÃ©s le dÃ©part de la police estimant que les mariÃ©s ont seulement eu tort de ne pas passer par lâ€™Etat civil mais que cela ne mÃ©rite nullement pas une arrestation. [rpa/bonesha/rtr/rtnb/isanganiro]

SÃ©curitÃ© - AprÃ©s que, la nuit de ce dimanche Ã lundi, des personnes aient tentÃ© de dÃ©terrer les cadavres des personnes inconnues enterrÃ©s prÃ©s du lac Rweru du cÃ´tÃ© de la province de Muyinga, les effectifs des militaires de la marine sur ce lac ont Ã©tÃ© revus Ã la hausse. Des patrouilles se font ainsi le jour comme la nuit. En effet, la nuit de dimanche Ã lundi, des personnes venus en pirogue avec moteur ont essayÃ© dâ€™enlever ces corps du lieu oÃ¹ ils sont enterrÃ©s mais, le veilleur a criÃ© et ils sont partis vers le Rwanda par la mÃªme pirogue mais laissant derriÃ©re eux une tente et une pÃªle qui devraient probablement leur servir dans cette opÃ©ration. Les veilleurs affirment que cette pirogue Ã©tait venue du Rwanda mais le gouverneur de la province de Muyinga fait savoir que la sÃ©curitÃ© sur ce lac doit Ãªtre renforcÃ©e et quâ€™elle ne peut pas affirmer que ces personnes Ã©taient venues du Rwanda. Aline Manirabarusha ajoute mÃªme quâ€™il nâ€™y a jamais eu dâ€™enquête pour essayer de comprendre lâ€™origine de ces victimes. Les militaires quant Ã eux parlent dâ€™une opÃ©ration routine. [bonesha/rpa/isanganiro]

- Un militaire en congÃ© a Ã©tÃ© battu par des jeunes Imbonerakure au village II de la commune de Gihanga en province Bubanza la nuit du mercredi Ã jeudi. Selon des sources sur place, il Ã©tait vers 19h quand le chef des Imbonerakure dans ce village sâ€™est rapprochÃ© de ce militaire qui Ã©tanchait sa soif dans un bistrot de ce village et lui a demandÃ© avec force de lui acheter une biÃ©re. Ce militaire lui a fait savoir quâ€™il ne peut pas lui en acheter par force. Edmond Ndayisenga accompagnÃ© par son frÃ©re ont ainsi battu le militaire sans que personne ne puisse le secourir et dâ€™autres jeunes se sont joints Ã ces derniers pour le battre. Il a portÃ© plainte devant lâ€™OPJ Ã Gihanga ce mercredi matin en emportant dans ses mains les habits quâ€™il portait lors de son agression. Ce dernier a Ã©mis des mandats de comparution contre ces deux jeunes. Le chef du village II a confirmÃ© que ce militaire a Ã©tÃ© battu mais il prÃ©cise que ceux qui lâ€™ont battu ne lâ€™ont pas fait en tant quâ€™Imbonerakure. [rpa/bonesha]

Ã©conomie - Les travailleurs du port de Bujumbura rÃ©unis au sein du SYTRAPO ont observÃ© un mouvement de grÃ©ve depuis ce lundi. Ils sâ€™insurgent contre le limogeage du vice-prÃ©sident de ce syndicat sans motif. Ils veulent aussi dÃ©noncer un plan de limogeage de plus de 80 employÃ©s dâ€™entre eux. Ils trouvent que tout cela sâ€™inscrit dans le cadre de vouloir rÃ©duire Ã nÃ©ant leurs revendications concernant les indemnitÃ©s de licenciement dues Ã la substitution dâ€™employeur qui sâ€™est opÃ©rÃ©e et la sociÃ©tÃ© Global Ports Services Burundi. Ils affirment quâ€™ils ne vont pas tout de mÃªme lâ©cher. Mais, aprÃ©s une courte mÃ©diation menÃ©e par lâ€™Ombudsman burundais, ils ont momentanÃ©ment suspendu la grÃ©ve ce vendredi et espÃ©rent dÃ©bloquer la situation dans les plus brefs dÃ©lais. [bonesha/rtnb/rtr/rpa]

- La liste des commerÃ§ants devant bÃ©nÃ©ficier des places au marchÃ© provisoire du COTEBU a Ã©tÃ© rendue publique ce mercredi. Ont reÃ§u de places, ceux qui nâ€™auraient dans lâ€™ancien marchÃ© central de Bujumbura et qui avaient des contrats avec la SOGEMAC. Mais, des grognements

parmi les commerçants non servis se sont fait entendre. En effet, certains affirment qu'ils avaient des contrats et qu'ils les avaient montrés lors de l'inscription et qu'ils ont été surpris de ne pas se trouver sur la liste. D'autres qui n'ont pas affirmé qu'il s'agit d'une injustice à leur encontre puisqu'ils avaient demandé à maintes reprises le contrat SOGEMAC mais en vain. D'autres en avaient mais ces contrats ont été emportés par l'incendie et ils demandent à la commission de consulter les listes dans les machines de la SOGEMAC. La commission chargée de distribution de ces places a demandé aussi aux commerçants non servis de déposer des lettres de recours à la deuxième vice-présidence de la République depuis ce mercredi jusque lundi de la semaine prochaine. [isanganiro/bonesha/rtnb/rtr/rpa] **Politique** - Le parti Uprona dirigé par Concilie Nibigira et reconnu par le ministre de l'Intérieur a tenu une conférence de presse ce mercredi pour montrer sa position face aux récentes déclarations de l'Assemblée législative européenne sur l'emprisonnement de Pierre Claver Mbonimpa. Selon un des dirigeants de ce parti, si l'UE prenait une décision de suspendre le Burundi de l'accord de Cotonou, cette décision serait préjudiciable et cela ne servirait à rien. Jean Claude Banyiyezako estime qu'il s'agirait même d'une violation de l'article 2 de cet accord qui stipule que ce même accord est basé sur le dialogue. Il trouve qu'au Burundi, la liberté d'expression est garantie et que c'est ainsi qu'il a tenu la conférence de presse. Il a estimé qu'il y a des personnes ou des organisations, qu'il n'a pourtant pas voulu nommer, qui sont en train de perturber les relations entre le Burundi et les puissances qui le soutiennent. Il estime que cela n'est pas du tout patriotique aux yeux du parti Uprona. Il a profité de cette occasion pour annoncer que des enquêtes pour savoir si oui ou non des jeunes burundais feraient des entraînements sur le sol congolais ne sont pas nécessaires puisque selon lui, ces enquêtes prendraient une autre orientation. [bonesha/rtnb/rtr/isanganiro/rpa] - Le gouvernement du Burundi a sorti un communiqué de presse pour réagir après que les députés européens aient brandi la menace de sanctions contre le pays si le président de l'APRODH n'est pas libéré dans deux mois. Selon ce communiqué, la liberté d'expression sont garantis au Burundi. Il trouve plutôt que les députés européens ont pris cette position suite à de faux rapports qui sont fournis par certaines personnes ou organisations de la société civile tant nationales qu'étrangères. Il précise que Pierre Claver Mbonimpa est incarcéré non pas parce qu'il a exprimé son opinion mais parce qu'il a fourni de fausses preuves. Le communiqué continue en affirmant que ce n'est pas la première fois que cet individu est incarcéré mais que même dans le passé, il a toujours eu à répondre de ses actes. Il ajoute aussi que cette personne n'est au dessus de la loi et que celui à qui la justice a quelque chose à lui demander doit être entendu. Le gouvernement s'attarde tout de même du fait que l'Union Européenne n'a pas levé le petit doigt quand au moment de cette année, les membres du parti MSD se sont affrontés avec la police ; ce qui a été considéré comme un acte de rébellion par le pouvoir puisque des aliments et des stupéfiants ont été retrouvés dans cette même permanence ; un signe que ces agissements avaient été bien préparés et avaient un but précis. Il demande plutôt aux députés européens de se rendre sur place pour constater la situation tout sur terrain. [bonesha/rtnb/rtr/rpa/isanganiro] - L'ancien membre du conseil des sages du parti CNDD-FDD en la personne de Manassé Nzobonimpa dénonce le comportement de certains politiciens qui sont en train de manipuler certains députés pour les utiliser dans la perturbation des élections de 2015. Il affirme que certains jeunes sont en train d'être entraînés sur la manière dont ils vont procéder pour que les électeurs n'aille pas voter. Il demande aux politiciens qui seraient derrière ces manœuvres de laisser cela de côté et de garder ce qui s'est passé dans d'autres pays surtout africains. Il demande également à ces jeunes de ne pas être manipulés de prendre conscience et de se solidariser avec ces politiciens qui ne veulent que leurs propres intérêts et non ceux de ces jeunes qu'ils manipulent puis que ce sont ces jeunes qui vont répondre de ces actes. Il interpelle donc la conscience de chacun pour que le pays ne sombre pas encore une fois dans une période de crise. [bonesha/rpa]